

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/22

G/SCM/W/29

13 juillet 1995

(95-1995)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET
REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT
VENEZUELIEN AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET
DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 juillet 1995.

En ce qui concerne le premier examen des législations en matière de mesures antidumping et de mesures compensatoires, qui doit avoir lieu pendant la semaine commençant le 17 juillet 1995, et en réponse à l'aérogramme WTO/AIR/78, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint certaines questions au sujet de la législation vénézuélienne.

QUESTIONNAIRE RELATIF A LA LEGISLATION ANTIDUMPING
DU VENEZUELA

La Loi sur les pratiques commerciales internationales déloyales s'entend ici de la législation vénézuélienne qui a été notifiée sous la cote G/ADP/N/1/VEN/1.

"L'Accord de l'OMC" s'entend de l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

Question 1: Valeur normale

L'article 2.2 de l'Accord de l'OMC stipule ce qui suit:

"Lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ou lorsque, [...] de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la marge de dumping sera déterminée par comparaison avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié, à condition que ce prix soit représentatif, ou avec le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices."

L'article correspondant du Règlement d'application de la Loi sur les pratiques commerciales internationales déloyales, à savoir l'article 11, prévoit ce qui suit:

"Le prix à l'exportation comparé est le prix des produits vendus par l'exportateur du produit présumé faire l'objet d'un dumping à des acheteurs d'un pays autre que le Venezuela et le pays d'exportation ou d'origine. En pareil cas, la Commission peut se fonder sur le prix le plus élevé, pour autant qu'il soit représentatif, et doit vérifier que les conditions mentionnées à l'article 8 du présent Règlement sont remplies pour ce qui est du pays d'exportation choisi."

Il ressort de ce qui précède que, lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales et que, de ce fait, la marge de dumping est déterminée par comparaison avec un prix du produit similaire exporté à destination d'un pays tiers, l'Accord de l'OMC prescrit l'utilisation d'un prix comparable, tandis que l'article 11 du Règlement dispose que la Commission peut se fonder sur le prix le plus élevé.

L'utilisation du prix le plus élevé pour déterminer la marge de dumping n'est pas conforme à l'Accord de l'OMC.

Question 2: Branche de production nationale

L'article 5.4 de l'Accord de l'OMC dispose ce qui suit:

"Il sera considéré que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande.

Toutefois, il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale."

L'article correspondant du Règlement d'application de la Loi sur les pratiques commerciales internationales déloyales, à savoir l'article 47, prévoit ce qui suit:

"... l'expression "part importante de la production nationale" désigne les producteurs représentant au moins 30 pour cent de ladite production, étant entendu toutefois que si les circonstances propres à la structure de production en question le justifient, la Commission peut prendre comme référence un pourcentage plus élevé, lequel ne doit en aucun cas dépasser 40 pour cent, ou un pourcentage moins élevé, lequel ne doit en aucun cas être inférieur à 20 pour cent."

Il ressort de ce qui précède que l'Accord de l'OMC énonce deux critères pour déterminer ce qu'il faut entendre par "production nationale", à savoir que les producteurs nationaux qui soutiennent la demande doivent représenter au moins 25 pour cent de la production nationale et plus de 50 pour cent de la production des défendeurs.

Or, l'article correspondant du Règlement, à savoir l'article 47, ne prévoit qu'un seul critère, selon lequel les producteurs nationaux qui soutiennent la demande doivent représenter au moins 30 pour cent de la production nationale.

Le Venezuela devrait admettre l'autre critère, à savoir que les producteurs qui soutiennent la demande doivent représenter plus de 50 pour cent de la production des défendeurs.

Quel est l'avis du Venezuela sur ce point?

En outre, qu'entend-on par "30 pour cent de la production nationale"? S'agit-il des quantités produites ou du produit des ventes?

Question 3: Détermination de l'existence d'un dommage

L'article 3.2 de l'Accord de l'OMC prévoit ce qui suit:

"Pour ce qui concerne le volume des importations qui font l'objet d'un dumping, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, [...] s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix, [...] ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ... Un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."

L'article correspondant du Règlement d'application de la Loi sur les pratiques commerciales internationales déloyales, à savoir l'article 50, stipule ce qui suit:

"Il est établi qu'un préjudice important est causé à la production nationale de produits similaires dès lors que deux au moins des conditions ci-après sont réunies:

1. Le volume des importations des produits faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention est notable ...;

2. Les importations des produits faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention se vendent à des prix nettement inférieurs à ceux des produits similaires produits dans le pays ...;
3. Les importations des produits faisant l'objet d'un dumping ou d'une subvention ont une incidence négative sur les producteurs de produits nationaux similaires ...".

Il ressort de ce qui précède que, aux termes de l'article 50 du Règlement, la détermination de l'existence d'un dommage pour la branche de production nationale se fonde sur les conditions précitées, qui ne sont pas conformes aux dispositions correspondantes de l'Accord de l'OMC, selon lesquelles ces facteurs ne constituent pas nécessairement une base de jugement déterminante.

Quel est l'avis du Venezuela sur ce point?

Question 4: Evaluation cumulative du dommage

L'article 3.3 de l'Accord de l'OMC dispose ce qui suit:

"Dans le cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes antidumping, les autorités chargées des enquêtes ne pourront procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations que si elles déterminent a) que la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau *de minimis* au sens du paragraphe 8 de l'article 5 et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable, et b) qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire."

L'article correspondant de la Loi sur les pratiques commerciales internationales déloyales, à savoir l'article 12 (paragraphe unique), prévoit ce qui suit:

"Aux fins de la détermination du préjudice, il peut être tenu compte des importations cumulatives ayant leur provenance ou leur origine dans deux ou plusieurs pays afin d'évaluer leur effet sur la production nationale, si les importations en provenance desdits pays ont fait l'objet d'une enquête sur l'existence d'un dumping ou d'une subvention au cours de l'année précédant la date d'ouverture de la procédure en cours."

Il ressort de ce qui précède que, aux termes de l'Accord de l'OMC, trois conditions doivent être remplies pour procéder à une évaluation cumulative des importations en provenance de plus d'un pays. Il y est prescrit que les importations doivent faire simultanément l'objet d'enquêtes antidumping, alors que la loi dispose que les importations doivent avoir fait l'objet d'une enquête au cours de l'année précédant la date d'ouverture de l'enquête pour qu'il soit procédé à une évaluation cumulative des effets de ces importations. En outre, la Loi n'exige pas que les deux autres conditions prescrites par l'Accord de l'OMC soient prises en considération, à savoir a) la marge *de minimis* et le volume négligeable des importations et b) les conditions de concurrence.

La loi devrait reprendre les dispositions pertinentes de l'Accord de l'OMC.